

Art. 3. Le Ministre-Président qui a l'urbanisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 mars 2015.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique, du Port de Bruxelles et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Art. 3. De Minister-President, die bevoegd is voor Stedenbouw, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 maart 2015.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek, de Haven van Brussel en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31250]

Octroi subvention facultative

Par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mars 2015, une subvention de 60 000,00 euros est allouée à l'ASBL Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (0451.516.390) pour le développement d'outils d'appui aux communes bruxelloises et partenaires régionaux en matière de projets européens pour l'année 2015.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31250]

Toekenning facultatieve subsidie

Bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 maart 2015 wordt een subsidie van 60 000,00 euro toegekend aan de VZW Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (0451.516.390) voor de ontwikkeling van ondersteunende tools voor de Brusselse gemeenten en de gewestelijke partners inzake Europese projecten voor het jaar 2015.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

CHAMBRES LEGISLATIVES CHAMBRE DES REPRESENTANTS

[C – 2015/18146]

Sixième appel aux candidats pour les mandats de membre de la Commission fédérale de déontologie (toutes les catégories)

En application de l'article 7 de la loi du 6 janvier 2014 portant création d'une Commission fédérale de déontologie, la Chambre des représentants doit procéder à la nomination des membres de cette Commission.

Deux tiers au maximum des membres de la Commission sont du même sexe.

Vu le nombre insuffisant de candidatures introduites pour les mandats de membre de la Commission, à la suite des appels aux candidats parus au *Moniteur belge* des 23 juillet 2014, 17 octobre 2014, 28 novembre 2014, 21 janvier 2015 et 5 mars 2015 pour la catégorie « anciens mandataires », et vu que pour toutes les catégories, seules deux candidatures féminines ont été introduites, la Chambre des représentants a décidé, le 23 avril 2015, de procéder à un nouvel appel aux candidats pour toutes les catégories.

Les personnes qui ont posé leur candidature à la suite des appels précédents, ne doivent pas la réintroduire.

Missions et compétences

La Commission a pour mission :

1. de rendre des avis, à la demande d'un mandataire public comme stipulé à l'article 2, §1, de la loi précitée sur une question particulière de déontologie, d'éthique ou de conflits d'intérêt le concernant;
2. de rendre des avis confidentiels, à la demande d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat, sur une situation particulière de déontologie, d'éthique ou de conflits d'intérêt le concernant;
3. de formuler des avis ou des recommandations à caractère général, en matière de déontologie et d'éthique et de conflits d'intérêt, d'initiative, à la demande du gouvernement fédéral, à la demande d'au moins un tiers des membres du Sénat ou à la demande d'au moins cinquante membres de la Chambre.

Composition

La Commission est composée de douze membres : six membres d'expression française et six membres d'expression néerlandaise. Ils sont nommés pour une période de cinq ans, renouvelable une fois, par la Chambre des représentants à la majorité des deux tiers des suffrages, deux tiers des membres devant être présents.

WETGEVENDE KAMERS KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C – 2015/18146]

Zesde oproep tot kandidaten voor de mandaten van lid van de Federale Deontologische Commissie (alle categorieën)

Met toepassing van artikel 7 van de wet van 6 januari 2014 houdende oprichting van een Federale Deontologische Commissie dient de Kamer van volksvertegenwoordigers over te gaan tot de benoeming van de leden van die Commissie.

Ten hoogste twee derden van de leden van de Commissie zijn van hetzelfde geslacht.

Aangezien de oproepen tot kandidaten voor de mandaten van lid van de Commissie, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 23 juli 2014, 17 oktober 2014, 28 november 2014, 21 januari 2015 en 5 maart 2015 onvoldoende candidaturen hebben opgeleverd voor de categorie 'voormalige mandatarissen' en aangezien voor alle categorieën slechts twee vrouwelijke candidaturen werden ingediend, heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers op 23 april 2015 beslist om voor alle categorieën een nieuwe oproep tot kandidaten in het Staatsblad bekend te maken.

De personen die zich ingevolge de vorige oproepen reeds kandidaat stelden, dienen hun kandidatuur niet opnieuw in te dienen.

Opdrachten en bevoegdheden

De Commissie heeft als taak :

1. op vraag van een openbaar mandataris als bedoeld in artikel 2, § 1, van voornoemde wet, advies te geven over een specifieke kwestie aangaande deontologie, ethiek of belangenconflicten die hem betreft;
2. op vraag van een minister of staatssecretaris vertrouwelijke adviezen uit te brengen over een specifieke kwestie aangaande deontologie, ethiek of belangenconflicten die hem betreft;
3. op eigen initiatief, op verzoek van de federale regering, op verzoek van minstens een derde van de leden van de Senaat of op verzoek van minstens vijftig leden van de Kamer algemene adviezen of aanbevelingen te formuleren op het vlak van deontologie, ethiek en belangenconflicten.

Samenstelling

De Commissie bestaat uit twaalf leden : zes Franstaligen en zes Nederlandstaligen. Zij worden benoemd door de Kamer van volksvertegenwoordigers voor een periode van vijf jaar, eenmaal hernieuwbaar, met een meerderheid van twee derden van de stemmen, waarbij twee derden van de leden aanwezig moeten zijn.

Les membres d'expression française et les membres d'expression néerlandaise de la Commission élisent en leur sein, chacun pour ce qui le concerne, un président. La présidence de la Commission est exercée à tour de rôle par chaque président pour une période d'un an.

En cas de démission, empêchement de plus de trois réunions successives ou décès d'un membre de la Commission, il est pourvu à son remplacement par la Chambre des représentants pour la durée restante du mandat à pourvoir. Le membre remplaçant peut encore être désigné pour une période de cinq ans, renouvelable une fois.

Les membres de la Commission bénéficient d'un jeton de présence, pour la participation aux réunions de la Commission, dont le montant est fixé par le Roi.

Conditions de nomination

Pour pouvoir être nommé membre de la Commission, le candidat doit satisfaire à l'une des conditions suivantes :

- A. avoir, en Belgique et pendant au moins cinq ans, occupé la fonction;
 - a) soit de conseiller, de procureur général, de premier avocat général ou d'avocat général à la Cour de cassation
 - b) soit de conseiller d'Etat ou d'auditeur général, d'auditeur général adjoint ou de premier auditeur ou de premier référendaire au Conseil d'Etat;
 - c) soit de juge ou de référendaire à la Cour constitutionnelle;
 - d) soit de professeur ordinaire, de professeur extraordinaire, de professeur ou de professeur associé de droit dans une université belge;
 - e) soit de président, de procureur général ou de conseiller à la cour d'appel;
 - f) soit de président d'un tribunal de première instance;
- B. avoir été pendant cinq ans au moins, et ne plus être au moment de sa nomination à la Commission, membre du Sénat ou de la Chambre des représentants;
- C. avoir été pendant cinq ans au moins, et ne plus être au moment de sa nomination à la Commission, un mandataire public tel que stipulé à l'article 2, 2° à 10°, de la loi du 6 janvier 2014. Par mandataire public, on entend :
" [...]
2° tout commissaire de gouvernement du gouvernement fédéral;
3° tout dirigeant ou commissaire de gouvernement d'un ministère ou d'un service public fédéral et des services qui en dépendent, ainsi que des institutions publiques de sécurité sociale visées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;
4° toute personne agissant en qualité d'administrateur public, de gestionnaire public ou de commissaire de gouvernement des entreprises publiques, visées par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et des organismes d'intérêt public relevant de l'Etat fédéral, visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, ou créés par ou en vertu d'une loi;
5° toute personne agissant en qualité d'administrateur public, de gestionnaire public ou de commissaire de gouvernement d'un service fédéral à comptabilité autonome;
6° toute personne agissant en qualité d'administrateur public, de gestionnaire public ou de commissaire de gouvernement du Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains;
7° toute personne désignée par l'autorité fédérale pour agir comme membre d'une des chambres ou du conseil d'administration du Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations;
8° toute personne agissant en qualité d'administrateur public, de gestionnaire public ou de commissaire de gouvernement d'une société anonyme de droit public ou de droit privé, d'un holding bancaire de droit public, des établissements publics de crédit de la Société fédérale de participants et d'investissements et de ses filiales, de l'Office central de crédit hypothécaire;

De Franstalige en Nederlandstalige Commissieleden verkiezen, elk wat hen betreft, uit hun midden een voorzitter. Het voorzitterschap van de Commissie wordt beurtelings door elke voorzitter gedurende een jaar uitgeoefend.

In geval van ontslag, verhindering gedurende meer dan drie opeenvolgende vergaderingen of overlijden van een Commissielid, wordt er door de Kamer van volksvertegenwoordigers in een vervanger voorzien voor de resterende duur van het mandaat. Die vervanger kan nog worden aangesteld voor een periode van vijf jaar, eenmaal hernieuwbaar.

De Commissieleden ontvangen zitpenningen voor hun deelname aan vergaderingen van de Commissie, waarvan het bedrag wordt vastgelegd door de Koning.

Benoemingsvoorwaarden

Om te kunnen worden benoemd, dient de kandidaat aan één van de volgende voorwaarden te voldoen :

- A. in België gedurende ten minste vijf jaar de functie te hebben uitgeoefend :
 - a) hetzij van raadsheer, procureur-generaal, eerste advocaat-generaal of advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie;
 - b) hetzij van staatsraad of auditeur-generaal, adjunct-auditeur-generaal of eerste auditeur of eerste referendaris bij de Raad van State;
 - c) hetzij van rechter of referendaris bij het Grondwettelijk Hof;
 - d) hetzij van gewoon hoogleraar, buitengewoon hoogleraar, hoogleraar of geassocieerd hoogleraar in de rechten in een Belgische universiteit;
 - e) hetzij van voorzitter, procureur-generaal of raadsheer bij het hof van beroep;
 - f) hetzij van voorzitter van een rechtbank van eerste aanleg;
- B. ten minste gedurende vijf jaar lid van de Senaat of de Kamer van volksvertegenwoordigers zijn geweest en er op het moment van benoeming in de Commissie geen lid meer van zijn;
- C. ten minste gedurende vijf jaar, maar niet langer op het moment van benoeming in de Commissie, openbaar mandataris zijn geweest als bedoeld in artikel 2, 2° tot 10°, van de wet van 6 januari 2014. Daaronder wordt verstaan :
" [...]
2° elke regeringscommissaris van de federale regering;
3° elke leidinggevende of regeringscommissaris van een ministerie of federale overheidsdienst en van de diensten die ervan afhangen, evenals de openbare instellingen van sociale zekerheid als bedoeld in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;
4° elke persoon die optreedt als overheidsbestuurder, als overheidsbeheerder of als regeringscommissaris van overheidsbedrijven, als bedoeld in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, en instellingen van openbaar nut die onder de federale overheid vallen, als bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut of opgericht bij of krachtens een wet;
5° elke persoon die optreedt als overheidsbestuurder, als overheidsbeheerder of als regeringscommissaris van een federale dienst met boekhoudkundige autonomie;
6° elke persoon die optreedt als overheidsbestuurder, als overheidsbeheerder of als regeringscommissaris voor het federaal Centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel;
7° elke persoon die wordt aangewezen door de federale overheid om op te treden als lid van een van de kamers of van de raad van bestuur van het Interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme;
8° elke persoon die optreedt als overheidsbestuurder, als overheidsbeheerder of als regeringscommissaris van publiekrechtelijke of privaatrechtelijke naamloze vennootschappen, van een publiekrechtelijke bankholding, van openbare kredietinstellingen van de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en haar dochterondernemingen of van het Centraal Bureau voor hypothecair krediet;

9° tout membre du conseil de régence et du collège de censeurs de la Banque nationale de Belgique, visés par l'article 17 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale institué par la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ou du comité général de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, institué par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnées le 14 juillet 1994;

10° tout chef de cabinet, chef de cabinet adjoint, chef des organes de gestion des membres du gouvernement fédéral, y compris les commissaires de gouvernement, ainsi que tout chef de la cellule stratégique d'un service public fédéral;

[...].

La Commission compte parmi ses membres d'expression néerlandaise comme parmi ses membres d'expression française, un membre répondant aux conditions fixées à la catégorie A, trois membres répondant aux conditions fixées à la catégorie B, et deux membres répondant aux conditions fixées à la catégorie C.

La qualité de membre d'expression française ou membre d'expression néerlandaise est déterminée en ce qui concerne les membres visés sous catégories A et C, par la langue du diplôme et, en ce qui concerne les membres visés sous catégorie B, par le groupe linguistique parlementaire dont ils faisaient partie.

Deux tiers au maximum des membres de la Commission sont du même sexe.

Incompatibilités

La qualité de membre de la Commission est incompatible avec :

- l'exercice d'un mandat public tel que visé à l'article 2 de la loi du 6 janvier 2014 (mandataire public, administrateur public, gestionnaire public);
- un mandat de membre d'un gouvernement de communauté ou de région, de membre du collège de la Commission communautaire française, de membre du collège de la Commission communautaire commune, de membre du collège de la Commission communautaire flamande;
- un mandat de membre d'un parlement de communauté ou de région
- tout autre mandat public local

Candidatures

Les candidatures doivent être introduites dans les trente jours suivant la publication du présent avis, par pli recommandé à la poste adressé au Président de la Chambre des représentants, Palais de la Nation, 1008 Bruxelles.

Les candidatures doivent être accompagnées des documents suivants :

- un curriculum vitae;
- une attestation prouvant qu'il est satisfait à l'une des conditions de nomination des catégories A, B ou C;
- une copie du diplôme pour les candidats repris sous les catégories A et C

De plus amples informations peuvent être obtenues auprès du Secrétariat général de la Chambre des représentants, tél. : 02/549.84.21, e-mail : secretariat.general@lachambre.be.

9° elk lid van de regentschapsraad en van het college van censoren van de Nationale Bank van België, bedoeld in artikel 17 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, van het beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid, ingesteld door de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders of van het algemeen beheerscomité van de Rijksdienst voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, ingesteld door de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994;

10° elke kabinetschef, adjunct-kabinetschef, hoofd van de beleidsorganen van de leden van de federale regering, met inbegrip van de regeringscommissarissen, en elk hoofd van de beleidscel van een federale overheidsdienst.

[...].

De Commissie telt zowel onder haar Nederlandstalige als onder haar Franstalige leden een lid dat voldoet aan de bepalingen onder categorie A, drie leden die voldoen aan de bepalingen onder categorie B en twee leden die voldoen aan de bepalingen onder categorie C.

De hoedanigheid van een Franstalig of Nederlandstalig lid wordt bepaald, wat de leden in de bepalingen onder categorie A en C betreft, door de taal van het diploma en, wat de leden in de bepalingen onder categorie B betreft, door de parlementaire taalgroep waarvan ze deel uitmaakten.

Ten hoogste twee derden van de leden van de Commissie zijn van hetzelfde geslacht.

Onverenigbaarheden

De hoedanigheid van commissielid is onverenigbaar met :

- het uitoefenen van een openbaar mandaat als bedoeld in artikel 2 van de wet van 6 januari 2014 (openbaar mandataris, overheidsbestuurder en overheidsbeheerder);
- een mandaat als lid van een gemeenschaps- of gewestregering, lid van het college van de Franse Gemeenschapscommissie, lid van het college van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, lid van het college van de Vlaamse Gemeenschapscommissie;
- een mandaat als lid van een gemeenschaps- of gewestparlement;
- elk lokaal openbaar mandaat.

Kandidaturen

De kandidaturen dienen binnen de dertig dagen na bekendmaking van dit bericht te worden ingediend bij ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Paleis der Natie, 1008 Brussel.

Bij de kandidaturen dienen de volgende stukken te worden gevoegd :

- een curriculum vitae;
- een bewijs dat voldaan is aan één van de benoemingsvoorwaarden van de categorieën A, B of C;
- een kopie van het diploma voor de kandidaten onder categorie A en C.

Meer inlichtingen kunnen worden verkregen bij het Secretariaat-generaal van de Kamer van volksvertegenwoordigers, tel. : 02/549.84.21, e-mail : secretariaat.generaal@dekamer.be.

PARLEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31265]

Fonds bruxellois de Garantie. — Appel aux candidatures en vue de la présentation d'une liste de candidats à trois mandats effectifs et trois mandats suppléants

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale présentera prochainement au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale une liste de candidats en vue du renouvellement du mandat de trois membres effectifs et de trois membres suppléants du conseil d'administration du Fonds bruxellois de garantie.

En vertu des articles 11 et 12 de l'ordonnance du 22 avril 1999 modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, le Fonds bruxellois de Garantie est administré par un conseil d'administration composé de treize membres domiciliés en Région de Bruxelles-Capitale.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

[C – 2015/31265]

Brussels Waarborgfonds. — Oproep tot kandidaten met het oog op de voordracht van een lijst van kandidaten voor drie effectieve en drie plaatsvervangende mandaten

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement zal binnenkort aan de Brusselsche Hoofdstedelijke Regering een lijst van kandidaten voordragen met het oog op de hernieuwing van het mandaat van drie effectieve leden en drie plaatsvervangende leden van de raad van bestuur van het Brussels Waarborgfonds.

Overeenkomstig de artikelen 11 en 12 van de ordonnantie van 22 april 1999 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, wordt het Brussels Waarborgfonds bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit dertien leden die hun woonplaats in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben. De raad